

## **CONVENTION SUR LES ACCORDS D'ÉLECTION DE FOR**

*(Conclue le 25 novembre 1965)*

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des règles communes sur la validité et les effets des accords  
d'élection de for,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions  
suivantes:

### *Article premier*

Dans les matières auxquelles s'applique la présente Convention et sous les conditions qu'elle prescrit, les parties peuvent, par un accord d'élection de for, désigner pour connaître des litiges nés ou pouvant naître entre elles à l'occasion d'un rapport de droit déterminé:

1. soit les tribunaux d'un des Etats contractants, le tribunal spécialement compétent étant alors celui que prévoient, le cas échéant, la loi ou les lois internes de cet Etat;

2. soit un tribunal expressément nommé d'un des Etats contractants à la condition toutefois que ce tribunal soit compétent selon la loi ou les lois internes de cet Etat.

### *Article 2*

La présente Convention s'applique, dans les rapports internationaux, aux accords d'élection de for conclus en matière civile ou commerciale.

Elle ne s'applique pas aux accords d'élection de for intervenus:

1. en matière d'état ou de capacité des personnes ou en matière de droit de la famille, y compris les droits et obligations personnels et pécuniaires entre parents et enfants et entre époux;

2. en matière d'obligations alimentaires dans la mesure où elles ne tombent pas sous l'application du No 1;

3. en matière successorale;

4. en matière de faillite, concordat ou procédures analogues y compris les décisions qui peuvent en résulter et qui sont relatives à la validité des actes du débiteur;

5. en matière de droits réels immobiliers.

*Article 3*

La présente Convention s'applique quelle que soit la nationalité des parties.

*Article 4*

Pour l'application de la présente Convention, l'accord d'élection de for est valablement formé s'il résulte de l'acceptation par une partie de la proposition écrite de l'autre partie désignant expressément le tribunal ou les tribunaux élus.

L'existence de l'accord ne peut être déduite du seul défaut d'une partie dans une action intentée contre elle devant le for élu.

L'accord d'élection de for n'est pas valable s'il a été obtenu par un abus de puissance économique ou autres moyens déloyaux.

*Article 5*

A moins que les parties n'en aient autrement décidé, le tribunal ou les tribunaux élus sont seuls compétents.

Le tribunal élu peut ne pas connaître du litige si la preuve lui est fournie qu'en l'espèce un tribunal d'un autre Etat contractant pourrait user de la faculté prévue à l'article 6, No 2.

*Article 6*

Tout autre tribunal que le tribunal ou les tribunaux élus doit se déclarer incompétent, sauf:

1. si le choix fait par les parties n'est pas exclusif;
  
2. si en vertu du droit interne de l'Etat du tribunal exclu les parties ne pouvaient, en raison de la matière, se soustraire contractuellement à la compétence des tribunaux de cet Etat;

3. si l'accord d'élection de for n'est pas valable au sens de l'article 4;
4. s'il s'agit de mesures provisoires ou conservatoires.

#### *Article 7*

Lorsque les parties ont désigné dans leur accord un tribunal ou les tribunaux d'un Etat contractant, sans exclure la compétence d'autres tribunaux, un litige déjà pendant devant l'un des tribunaux ainsi compétents et dont il peut résulter une décision susceptible d'être reconnue dans l'Etat où l'exception est invoquée, fonde une exception de litispendance.

#### *Article 8*

Les décisions rendues dans un Etat contractant par un tribunal élu selon les dispositions de la présente Convention seront reconnues et déclarées exécutoires dans les autres Etats contractants conformément aux règles sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en vigueur dans ces Etats.

#### *Article 9*

Si les conditions de reconnaissance et d'exécution d'une décision rendue en vertu d'un accord d'élection de for ne sont pas réunies dans un autre Etat contractant, cet accord ne s'oppose pas à ce qu'une partie introduise une nouvelle instance devant les tribunaux de cet Etat.

#### *Article 10*

Les transactions judiciaires passées devant le tribunal élu au cours d'un procès pendant devant ce tribunal et exécutoires dans l'Etat dont il dépend, sont assimilées aux décisions rendues par ce tribunal.

#### *Article 11*

La présente Convention ne déroge pas aux Conventions auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

#### *Article 12*

Tout Etat contractant peut se réserver de ne pas reconnaître les accords d'élection de for passés entre des personnes qui, au moment de la formation desdits accords, étaient ses ressortissants et avaient leur résidence habituelle sur son territoire.

#### *Article 13*

Tout Etat contractant peut faire une réserve aux termes de laquelle il entend considérer comme matière interne les relations juridiques formées sur son territoire entre, d'une part, des personnes physiques ou morales s'y trouvant et, d'autre part, des établissements inscrits aux registres locaux même si ces établissements sont des succursales, agences ou autres représentants de firmes étrangères sur le territoire en question.

#### *Article 14*

Tout Etat contractant peut faire une réserve aux termes de laquelle il pourra étendre sa compétence exclusive aux relations juridiques formées sur son territoire entre, d'une part, des personnes physiques ou morales s'y trouvant et, d'autre part, des établissements inscrits aux registres locaux même si ces établissements sont des succursales, agences ou autres représentants de firmes étrangères sur le territoire en question.

#### *Article 15*

Tout Etat contractant peut se réserver de ne pas reconnaître les accords d'élection de for si le litige n'a aucun rattachement avec le tribunal élu, ou si compte tenu des circonstances, il y aurait grave inconvénient à ce que la cause soit jugée par le tribunal élu.

#### *Article 16*

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

#### *Article 17*

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 16, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

#### *Article 18*

Tout Etat non représenté à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 17, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention n'entrera en vigueur pour un tel Etat qu'à défaut d'opposition de la part d'un Etat ayant ratifié la Convention avant ce dépôt, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle ce Ministère lui aura notifié cette adhésion.

A défaut d'opposition, la Convention entrera en vigueur pour l'Etat adhérent le premier jour du mois qui suit l'expiration du dernier des délais mentionnés à l'alinéa précédent.

#### *Article 19*

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour les territoires visés par l'extension, le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

#### *Article 20*

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues aux articles 12, 13, 14 et 15 de la présente Convention. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 19, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

### *Article 21*

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 17, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

### *Article 22*

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 16, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 18:

- a) les signatures et ratifications visées à l'article 16;
- b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 17, alinéa premier;
- c) les adhésions visées à l'article 18 et la date à laquelle elles auront effet;
- d) les extensions visées à l'article 19 et la date à laquelle elles auront effet;
- e) les réserves et retraits de réserves visés à l'article 20;
- f) les dénonciations visées à l'article 21, alinéa 3.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.



FAIT à La Haye, le 25 novembre 1965, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

## **CONVENTION ON THE CHOICE OF COURT**

*(Concluded November 25, 1965)*

The States signatory to the present Convention,

Desiring to establish common provisions on the validity and effects of agreements on the choice of court,

Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions:

### *Article 1*

In the matters to which this Convention applies and subject to the conditions which it prescribes, parties may by an agreement on the choice of court designate, for the purpose of deciding disputes which have arisen or may arise between them in connection with a specific legal relationship, either –

(1) the courts of one of the Contracting States, the particular competent court being then determined (if at all) by the internal legal system or systems of that State, or

(2) a court expressly named of one of the Contracting States, provided always that this court is competent according to the internal legal system or systems of that State.

### *Article 2*

This Convention shall apply to agreements on the choice of court concluded in civil or commercial matters in situations having an international character.

It shall not apply to agreements on the choice of court concluded in the following matters –

(1) the status or capacity of persons or questions of family law including the personal or financial rights or obligations between parents and children or between spouses;

(2) maintenance obligations not included in sub-paragraph (1);

(3) questions of succession;

(4) questions of bankruptcy, compositions or analogous proceedings, including decisions which may result therefrom and which relate to the validity of the acts of the debtor;

(5) rights in immovable property.

### *Article 3*

This Convention shall apply whatever the nationality of the parties.

### *Article 4*

For the purpose of this Convention the agreement on the choice of court shall have been validly made if it is the result of the acceptance by one party of a written proposal by the other party expressly designating the chosen court or courts.

The existence of such an agreement shall not be presumed from the mere failure of a party to appear in an action brought against him in the chosen court.

The agreement on the choice of court shall be void or voidable if it has been obtained by an abuse of economic power or other unfair means.

### *Article 5*

Unless the parties have otherwise agreed only the chosen court or courts shall have jurisdiction.

The chosen court shall be free to decline jurisdiction if it has proof that a court of another Contracting State could avail itself of the provisions of Article 6(2).

### *Article 6*

Every court other than the chosen court or courts shall decline jurisdiction except –

- (1) where the choice of court made by the parties is not exclusive,
- (2) where under the internal law of the State of the excluded court, the parties were unable, because of the subject-matter, to agree to exclude the jurisdiction of the courts of that State,
- (3) where the agreement on the choice of court is void or voidable in the sense of Article 4,
- (4) for the purpose of provisional or protective measures.

*Article 7*

Where, in their agreement, the parties have designated a court or the courts of a Contracting State without excluding the jurisdiction of other courts, proceedings already pending in any court thus having jurisdiction and which may result in a decision capable of being recognised in the State where the defence is pleaded, shall constitute the basis for the defence of *lis pendens*.

*Article 8*

Decisions given by a chosen court in the sense of this Convention in one of the Contracting States shall be recognised and enforced in the other Contracting States in accordance with the rules for the recognition and enforcement of foreign judgments in force in those States.

*Article 9*

Where the conditions for recognition and enforcement of a decision rendered on the basis of an agreement on the choice of court are not fulfilled in another Contracting State, the agreement shall not preclude any party from bringing a new action in the courts of that State.

*Article 10*

Settlements made in the chosen court in the course of proceedings there pending which are enforceable in the State of that court shall be treated in the same manner as decisions made by that court.

*Article 11*

This Convention shall not derogate from Conventions containing provisions on the matters governed by this Convention to which the Contracting States are, or shall become, Parties.

*Article 12*

Any Contracting State may reserve the right not to recognise agreements on the choice of court concluded between persons who, at the time of the conclusion of such agreements, were its nationals and had their habitual residence in its territory.

*Article 13*

Any Contracting State may make a reservation according to the terms of which it will treat as an internal matter the juridical relations established in its territory between, on the one hand, physical or juridical persons who are there and, on the other hand, establishments registered on local registers, even if such establishments are branches, agencies or other representatives of foreign firms in the territory in question.

*Article 14*

Any Contracting State may make a reservation according to the terms of which it may extend its exclusive jurisdiction to the juridical relations established in its territory between, on the one hand, physical or juridical persons who are there and on the other hand establishments registered on local registers, even if such establishments are branches, agencies or other representatives of foreign firms in the territory in question.

*Article 15*

Any Contracting State may reserve the right not to recognise agreements on the choice of court if the dispute has no connection with the chosen court, or if, in the circumstances, it would be seriously inconvenient for the matter to be dealt with by the chosen court.

*Article 16*

The present Convention shall be open for signature by the States represented at the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law.

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

*Article 17*

The present Convention shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the third instrument of ratification referred to in the second paragraph of Article 16.

The Convention shall enter into force for each signatory State which ratifies subsequently on the sixtieth day after the deposit of its instrument of ratification.

*Article 18*

Any State not represented at the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law may accede to the present Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 17. The instruments of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for such a State in the absence of any objection from a State, which has ratified the Convention before such deposit, notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands within a period of six months after the date on which the said Ministry has notified it of such accession.

In the absence of any such objection, the Convention shall enter into force for the acceding State on the first day of the month following the expiration of the last of the periods referred to in the preceding paragraph.

*Article 19*

Any State may, at the time of signature, ratification or accession, declare that the present Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for the territories mentioned in such an extension on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph.

#### *Article 20*

Any State may, not later than the moment of its ratification or accession, make one or more of the reservations mentioned in Articles 12, 13, 14 and 15 of the present Convention. No other reservation shall be permitted.

Each Contracting State may also, when notifying an extension of the Convention in accordance with Article 19, make one or more of the said reservations, with its effect limited to all or some of the territories mentioned in the extension.

Each Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. Such a withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such a reservation shall cease to have effect on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph.

#### *Article 21*

The present Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 17, even for States which have ratified it or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands at least six months before the end of the five year period.

It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.



## *Article 22*

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall give notice to the States referred to in Article 16, and to the States which have acceded in accordance with Article 18, of the following –

- a) the signatures and ratifications referred to in Article 16;
- b) the date on which the present Convention enters into force in accordance with the first paragraph of Article 17;
- c) the accessions referred to in Article 18 and the dates on which they take effect;
- d) the extensions referred to in Article 19 and the dates on which they take effect;
- e) the reservations and withdrawals referred to in Article 20;
- f) the denunciations referred to in the third paragraph of Article 21.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed the present Convention.

DONE at The Hague, on the 25th day of November, 1965, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States represented at the Tenth Session of the Hague Conference on Private International Law.

Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur des Traités  
du Ministère des Affaires Etrangères  
du Royaume des Pays-Bas



Certified true copy of the original

The Director of Treaties  
of the Ministry of Foreign Affairs  
of the Kingdom of the Netherlands